

et qui, j'ose espérer se rendent compte de l'état financier du pays, auront l'obligeance de m'écouter et, s'il y a nécessité, de feuilleter la brochure budgétaire et vérifier les chiffres sur lesquels j'attirerai respectueusement leur attention. A la page 37 du Budget, je découvre un item de 300,000 dollars pour un nouveau bassin de radoub à Esquimault (C.-A.). Est-ce là une dépense nécessaire? J'aimerais voir se ranger à mes côtés, si c'est possible, le ministre des Finances dont la responsabilité envers cette Chambre est, dans le moment, très grande. Je lui demanderais s'il croit réellement qu'un bassin de radoub à Esquimault, au coût de 300,000 dollars, soit une dépense justifiable dans les conditions actuelles des finances nationales. J'ai mentionné 300,000 dollars; je fais erreur, j'aurais dû dire 1,300,000 dollars. C'est exactement un million de fois pire que je me l'étais imaginée. Puis, nous trouvons l'item de 1,000,000 de dollars pour les améliorations au havre de Toronto. J'ai fait inscrire au Feuilleton une demande du rapport sur la quantité de tonnage consigné ou expédié de tous les ports du Canada, et j'affirme que la quantité de tonnage soit consigné ou expédié du havre de Toronto ne peut d'aucune manière justifier une dépense d'un million de dollars. Cette dépense n'est qu'un grand projet d'embellissement civique afin de donner aux citoyens de Toronto un boulevard marin ou sur le lac. D'aucune manière est-ce une dépenses avantageuse au transport soit fluvial ou maritime du Canada. Un million sept cent mille dollars furent engloutis l'an dernier dans ce projet, et l'on nous demande d'y ajouter un million de plus cette année. Je demanderais aux honorables députés qui s'intéressent à cette question, et qui est, après tout, la plus importante que nous ayons, à l'heure actuelle, à considérer au Canada—question fondamentale, celle des dépenses du Gouvernement—de parcourir la page 44 du Budget où ils découvriront que l'on se propose de déboursier 20,000 dollars de plus sur le Musée national des arts au Canada; sans doute, c'est une chose fort louable d'encourager les arts et de développer les qualités et les facultés artistiques de notre nation; mais, après tout, la nécessité qui s'impose, en ce moment, à tous les Canadiens est de diminuer les dépenses. Que les honorables députés regardent à la page 61 du Budget, ils y trouveront l'item suivant: aviation civile, 700,000 dollars. Je sais que, pendant la guerre, la moitié du "British Air Force" se composait de Cana-

[M. McMaster.]

diens qui se sont couverts de gloire dans les manœuvres aériennes du front occidental. Avec l'avantage d'un nombre de jeunes gens qui se sont qualifiés pour les manœuvres aériennes, il n'y avait aucune nécessité pour le Gouvernement de vouloir dépenser ce montant d'argent sur l'aviation civile et c'est se tromper grandement de vouloir dépenser cette somme, parce que la question n'est pas urgente. Maintenant l'on trouve un item de 825,000 dollars pour le corps d'aviation au Canada, et auquel je m'objecte de nouveau. Il existe des limites à cette discussion, je signale ici et là quelques item. Ainsi à la page 63, je trouve celle de 50,000 dollars pour la Presse canadienne, limitée. J'ai déjà critiqué cet item, et, c'est malheureux pour le Gouvernement et la presse du pays qu'existe cette dépendance mutuelle. La presse du Canada devrait être financièrement indépendante, se maintenir à ses frais et n'avoir aucun recours aux subsides du Gouvernement, quelle soit la situation politique et les opinions que ce Gouvernement peut avoir.

Autrefois, du temps de la reine Anne, les griffonneurs de la rue Grub étaient employés soit par l'un ou l'autre parti politique afin de se maintenir ou de s'emparer du pouvoir. Je suis donc entièrement opposé à subventionner notre presse.

Je me suis efforcé de répondre brièvement, et, en acceptant le défi du premier ministre, de lui indiquer dans les crédits où l'on pourrait trouver à redire. Je ne puis concevoir, ayant le privilège de connaître personnellement les honorables députés ministériels, qu'ils n'aient plus le souci de leur responsabilité; mais je dois les prévenir sérieusement que la situation financière qui confronte le pays est très inquiétante et l'économie doit être non prêchée, mais pratiquée.

L'hon. M. HUGH GUTHRIE (ministre de la Milice et de la Défense) (traduction): Me serait-il permis d'ajouter un mot au sujet de la déclaration faite, il y a peu de temps, par l'honorable député de Russell (M. Murphy) en ce qui concerne l'augmentation apparente du personnel du département de la Milice et de la Défense?

Lors du débat du budget, il y a un mois environ, il y eut des commentaires, dans les journaux et dans les couloirs de la Chambre, sur ce qu'il y avait une augmentation apparente considérable dans le nombre des fonctionnaires du département. Mais si les honorables députés avaient lu les crédits tels qu'ils apparaissent, à la page 8, ils auraient appris, par l'astérisque